

Unité départementale du Val-d'Oise
5, avenue de la Palette,
95 000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 24 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2022

Contexte et constats

Publié sur

**SARCELLES ENERGIE**

3 allée de chantereine
bordure de la nationale 16
95200 SARCELLES

Références : 2022/0466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2022 dans l'établissement SARCELLES ENERGIE implanté 3 allée de chantereine bordure de la nationale 16 95200 SARCELLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est prévue dans le cadre du Programme pluriannuel de contrôle 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARCELLES ENERGIE
- 3 allée de chantereine bordure de la nationale 16 95200 SARCELLES
- Code AIOT dans GUN : 0006506138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La chaufferie SARCELLES ÉNERGIE est située 3 allée de Chantereine à SARCELLES.

Le réseau de chaleur de la commune est alimenté par :

1. l'usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) de la SAREN qui produit de l'eau surchauffée
2. la chaufferie SARCELLES ENERGIE dont le rôle est l'appoint - secours du réseau

La chaufferie appartient à la société SARCELLES ENERGIE, filiale de DALKIA. Il ne s'agit pas d'une délégation de service public.

Le réseau comporte 12 km de réseau haute pression et 47 km de réseau basse pression. Il alimente entre 17 000 et 18 000 logements. Les clients sont alimentés en basse pression.

Le site dispose de 5 chaudières, d'une turbine à gaz et d'un groupe électrogène assurant la production d'électricité en cas de besoin. La turbine à gaz fonctionne en cogénération en produisant également de l'électricité.

Cinq salariés travaillent sur le site qui fonctionne de 08h à 12h et de 13h30 à 17h du lundi au vendredi. Le week-end une personne d'astreinte vient faire l'auto-contrôle des chaudières.

La période de chauffe s'étend généralement du 15 octobre au 15 mai.

La chaudière de 10 MW est prévue en secours pour la production d'eau chaude sanitaire au réseau en cas de défaillance de l'UIOM en dehors de la période de chauffe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle documentaire, surveillance des rejets, exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.4.2	/	Lettre de suite préfectorale
Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale
Plan de gestion des périodes hors périodes normales de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.5	/	Lettre de suite préfectorale
Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 5.1.2.	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 1.4.3	/	Sans objet
Management environnemental	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.1.3	/	Sans objet
Management de l'énergie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.1.4	/	Sans objet
Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.2.4	/	Sans objet
Valeurs limites des flux de polluants rejetés	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.2.5	/	Sans objet
Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1.1	/	Sans objet
Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 8.5.3	/	Sans objet
Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 8.5.1	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 8.5.4	/	Sans objet
Réseaux d'alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 8.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le non-respect de la prescription sur la séparation des déchets appelle une action immédiate de l'exploitant. L'inspection attend également que l'exploitant résorbe les écarts sur la documentation disponible (Plan de gestion des périodes hors périodes normales de fonctionnement, Rapport annuel) et mette en conformité la fréquence de mesure sur le SO2 et les poussières.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Établissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 1.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Établissement des garanties financières
Prescription contrôlée : Dans le cas des installations relevant du R. 516-1 5° du code de l'environnement, l'attestation est à remettre pour les installations nouvelles ou modifiées, avant la mise en activité de leur installation.
Constats : L'exploitant a transmis, par mail du 24/05/2022, une attestation de garanties financières en cours de validité et dont le montant est conforme à la prescription visée ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant : • l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; • les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants : ◦ recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; ◦ contrôle efficace des procédés ; ◦ gestion des enregistrements et de la documentation (suivi des enregistrements et des documents SME).
Constats : L'exploitant a présenté dans ses grandes lignes son système de management environnemental et de la qualité. A la demande de l'inspection, l'exploitant a produit la liste des habilitations et formations par agent et également présenté l'application "d-and-you" permettant de suivre les écarts et anomalies constatés sur le site et servant ainsi utilement à l'amélioration continue des procédés. Par sondage, l'inspection a constaté que cette application était bien alimentée par les remontées de l'exploitation. Par mail du 24/05/2022, l'exploitant a transmis les attestations suivantes : - ISO 9001:2015 " Management de la qualité" - ISO 45001:2018 "Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail" - ISO 14001:2015 "Systèmes de management environnemental" - ISO 14001:2015 "Systèmes de management de l'énergie" L'inspection des installations classées considère que la prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Management de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Management de l'énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de management environnemental de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant a minima à une fréquence mensuelle : • la consommation de combustible par équipement ; • l'énergie électrique produite ; • la chaleur produite ; • les rendements des installations calculés à partir de ces données.
Constats : L'exploitant a envoyé par mail du 24/05/2022 l'attestation de conformité à la norme ISO 50001:2018 "Systèmes de management de l'énergie". L'exploitant a également présenté un registre sous la forme d'un tableur permettant de suivre la consommation de combustible par équipement, l'énergie électrique produite, la chaleur produite, les rendements des installations calculés à partir de ces données. L'inspection des installations classées considère que la prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Prescription contrôlée : Une fois par an, avant le 30 avril de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au CHAPITRE 2.8) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Ce bilan reprend notamment les éléments suivants : • résultats du bilan de surveillance des rejets atmosphériques • résultats des procédures QAL 1 – 2 – 3 • prélèvements d'eau et rejets • gestion des déchets • informations générales concernant la formation des opérateurs • résultats de la surveillance des eaux souterraines
Constats : <u>Non-conformité n°1 :</u> L'inspection relève que l'exploitant n'a pas transmis de rapport d'activité annuel. L'exploitant indique avoir bien transmis, par mail ou via les applications GEREP ou GIDAF, les informations relatives à la surveillance des émissions et prélèvements de l'exploitation dans son ensemble. L'inspection précise qu'en plus des informations spécifiquement demandées par la prescription ci-dessus, il est attendu que l'exploitant présente dans un rapport annuel les éventuels faits marquants de l'année écoulée, et si besoin les projets en cours pour les années à venir. L'exploitant indique ne pas avoir rencontré de faits marquants l'année passée. L'inspection indique que l'absence de faits marquants ne rend pas la prescription facultative, et considère qu'il s'agit d'une non-conformité. Postérieurement à la visite, l'inspection indique que le rapport (ou certaines de ses parties) classiquement produit à destination du délégant pourrait permettre de remplir la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; • à une teneur en O₂ à 3 % pour les conduits 1 à 5 (combustibles liquides ou gazeux) • à une teneur en O₂ à 15 % pour les conduits 6 (turbine à gaz) et 7 (groupe électrogène) Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Paramètres	Conduits 1 à 5 (gaz naturel)			Conduits 1, 4 et 5 (fioul domestique)			Conduit 6 (gaz naturel)			Conduit 7 (fioul domestique)		
	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Poussières	/	5	/	/	20	/	/	5	/	/	/	/
SO ₂	/	5	/	/	170	/	/	5	/	/	60	/
NO _x en équivalent NO ₂	110	100	100	/	150	/	38,5	35	35	/	/	/
CO	/	20	20	/	50	/	/	35	35	/	/	/
HAP ¹	/	0,1	/	/	0,1	/	/	0,1	/	/	/	/
COV _{tot} en ég C	/	10	/	/	50	/	/	/	/	/	/	/
HCl	/	/	/	/	10	/	/	/	/	/	/	/
HF	/	/	/	/	5	/	/	/	/	/	/	/
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) et leurs composés	/	/	/	/	5	/	/	/	/	/	/	/
Cd + Hg + Ti et leurs composés	/	/	/	/	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	/	/	/	/	/	/	/
As + Se + Te et leurs composés	/	/	/	/	1	/	/	/	/	/	/	/
Pb et ses composés	/	/	/	/	1	/	/	/	/	/	/	/

Constats : L'inspection constate, à partir du document "Bilan annuel 2021" préalablement fourni par l'exploitant, que l'installation respecte les valeurs limites d'émission prescrites par la présente disposition.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites présentées dans le tableau ci-dessous. Les flux annuels s'entendent pour la somme de tous les conduits et indépendamment du combustible utilisé.

Flux par conduit	Conduits 1, 2, 4 et 5 (gaz naturel)	Conduits 1, 4 et 5 (fioul domestique)	Conduit 3 (gaz naturel)	Conduit 6	Flux annuel total autorisé (kg/an)
	Flux horaire (kg/h)	Flux horaire (kg/h)	Flux horaire (kg/h)	Flux horaire (kg/h)	
Poussières	0,1255	0,52	0,0635	0,277	1 255
SO ₂	0,1255	4,42	0,0635	0,277	1 255
NO _x en équivalent NO ₂	2,51	3,9	1,270	1,939	15 061
CO	0,502	1,3	0,254	1,939	9 539
HAP	0,00025	0,003	0,127	0,0055	25
COV _{NM} en ég C	0,2510	1,3	0,127	/	1 255
HCl	/	0,260	/	/	/
HF	/	0,130	/	/	/
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) et leurs composés	/	0,130	/	/	/
Cd + Hg + Tl et leurs composés	/	0,0013 par métal 0,0026 pour la somme	/	/	/
As + Se + Te et leurs composés	/	0,026	/	/	/
Pb et ses composés	/	0,026	/	/	/

Constats :

L'inspection constate, à partir de la déclaration effectuée sous l'application GEREP, que l'exploitant respecte la disposition ci-dessus pour l'année 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme d'autosurveillance des émissions de polluants qui reprend a minima les dispositions précisées ci-après.

Cheminées	Chaudières 1 à 5 au gaz naturel	Cogénération – 6	Chaudières 1, 4 et 5 au fioul domestique
SO ₂	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles
NO _x	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
Poussières	Mesure semestrielle	Mesure semestrielle	Évaluation en permanence
CO	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
COV, HAP, métaux	-	-	Mesure périodique annuelle
Température, pression, vapeur d'eau, O ₂	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
Débit	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1:2013	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1:2013 ou mesure ponctuelle par un organisme de contrôle	

Constats :

L'inspection constate, sur indication de l'exploitant et à partir du document "Rapport annuel 2021" préalablement transmis, que les fréquences de mesure prescrites ci-dessus sont respectées, à l'exception des paramètres suivants :

- pour le SO₂ : mesure annuelle en lieu et place des mesures semestrielles prescrites,
- pour les poussières : mesure annuelle en lieu et place des mesures semestrielles prescrites.

Non-conformité n°2 : les fréquences de l'auto-surveillance ne sont pas respectées pour les paramètres SO₂ et "poussières".

L'exploitant indique être en cours de recherche de solutions techniques pour résorber ces écarts. L'inspection demande à l'exploitant de résorber cet écart sous 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à l'article 3.2.4 du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance (A.S.T) des appareils de mesure en continu.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant a bien fait réaliser les mesures prévues au §3.2.4 par un organisme tiers accrédité par le COFRAC (rapport 21507LSO0236900R-R01 du 18/01/2021 réalisé par l'APAVE, rapport 21507LSO0246900N-R01 du 21/01/2021 réalisé par l'APAVE).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.
Constats : L'exploitant a présenté le registre faisant état des opérations de vérification et d'entretien/maintenance sur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Le registre, dans son format, ne permet pas d'apprécier quelles suites ont été données à ces opérations. Il a également présenté en séance le document faisant état de la vérification d'étanchéité à la pression normale de service des tuyauteries contenant du gaz. L'exploitant a transmis, par mail du 24/05/2022, les rapports d'intervention des prestataires pour les poteaux incendie, le désenfumage, les extincteurs (tous produits par la société SICLI) permettant de tracer les éventuelles suites associées à ces vérifications.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. [...]</p> <p>Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise lorsque l'installation répond aux dispositions réglementaires applicables, notamment celles relatives aux équipements sous pression. Dans ce cas, une télésurveillance des installations est assurée. Les installations de la chaufferie sont sous autocontrôle, reliées à une permanence en capacité de faire appel à du personnel qualifié, lui-même en capacité d'intervenir rapidement sur le site. Le responsable prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, y compris pendant les périodes de gardiennage. L'ensemble des opérateurs reçoit une formation initiale adaptée. [...]</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique avoir recours à l'autocontrôle 24h (ie sans présence humaine pendant une durée de 24h au maximum), et 72h l'été lorsque les installations en fonctionnent pas. Il présente la liste des personnes référentes pour son installation.</p> <p>Il décrit le mode de fonctionnement de télésurveillance et d'astreinte permettant de respecter la disposition ci-dessus.</p> <p>L'exploitant indique que tous ses salariés reçoivent annuellement une formation Grandes Installations de Combustion d'une demi-journée, et présente la feuille d'émargement associée. Cette journée est complétée par les causeries portant notamment sur la sécurité, la conduite et la maintenance.</p> <p>L'exploitant présente l'application Echap&belle, qui permet de déclarer en temps réel toute situation dangereuse ou presque accident.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• [...]• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;• [...]• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
Constats : L'inspection a vérifié que les consignes ci-dessus étaient affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réseaux d'alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux d'alimentation en combustible
Prescription contrôlée : [...] Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur de chacun des bâtiments « chaufferie » et « cogénération », permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : <ul style="list-style-type: none">• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée qui est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a. [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un équipement de coupure manuelle à l'extérieur des bâtiments "chaufferie" et "cogénération". Ceux-ci étaient signalés, et comportaient une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. L'inspection a également constaté la présence de deux vannes automatiques redondantes placées sur la la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des périodes hors périodes normales de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des périodes hors périodes normales de fonctionnement
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er août 2021.
Constats : Non-conformité n°3 : L'exploitant indique ne pas encore disposer de ce plan. Il indique également avoir entamé les démarches auprès de prestataires pour la réalisation de ceux-ci (société Fuji pour la cogénération, société Solstice pour les chaudières) et les rencontrer le 09/06/2022. L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sous un mois sur le calendrier d'émission du plan en objet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 5.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
Constats : Non-conformité n°4 : L'inspection constate, en regardant dans les bacs séparatifs destinés à orienter les déchets vers les filières autorisées, la présence de bidons d'huiles usagées dans le bac destinés aux solvants et peintures. Elle estime donc la prescription ci-dessus non respectée. L'inspection demande à l'exploitant de se mettre en conformité avec la disposition sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale